

AUDIENCE MINISTÉRIELLE***Tout passe mais la politique d'austérité se poursuit***

Monsieur Cazeneuve, nouveau ministre délégué en charge du budget, a reçu les fédérations syndicales le 18 avril, pendant un peu plus d'une heure et demie.

Après le choc provoqué par le départ, puis les aveux de son prédécesseur, **FO Finances** a tenu à exprimer la colère ressentie par les agents du ministère.

Une colère renforcée par la politique d'austérité défendue avec vigueur par l'ex ministre, à laquelle se sont rajoutés récemment un rappel aux règles de déontologie et les conséquences vécues au quotidien par les agents dans leurs missions d'accueil et de contrôle.

FO Finances a réaffirmé que le soutien des ministres doit aller au-delà de quelques propos rapportés devant les médias.

Monsieur Cazeneuve a, dans son propos liminaire, tenu à apporter tout son soutien et sa confiance aux agents et a insisté en affirmant qu' « *il soutiendrait tous les agents directement mis en cause dans cette affaire ou qu'ils le soient au travers des fonctions exercées dans le réseau* »

Le renforcement des dispositifs de lutte contre toutes les fraudes, mis en avant après ce scandale, doit se concrétiser pour **FO Finances** par un changement de politique budgétaire dans notre ministère, avec dans l'immédiat un moratoire sur les effectifs et une politique volontariste pour donner les moyens aux agents d'exercer leurs missions sans altérer leurs conditions de travail.

La réponse très macro-économique du ministre, réaffirmant, de par ses précédentes fonctions, tout son soutien au traité européen, signé à l'automne et à la nécessaire politique de redressement des comptes publics, ne s'est pas différenciée des discours entendus cette dernière année à Bercy. Ainsi pour les effectifs, rien ne laisse présager une inflexion de la politique gouvernementale en ce qui concerne les ministères économique et financier.

Seul bémol, l'annonce du renforcement, dès septembre 2013 de 50 emplois dans les directions spécialisées dans la lutte contre la fraude, sans en mentionner précisément l'affectation.

Comme a tenu à le préciser **FO Finances**, ce seront des transferts d'emplois et non des créations.

FO Finances a demandé que dans le cadre de la préparation du budget 2014, les crédits Action sociale et CHS-CT soient sacralisés, et que le nombre de promotions intra catégorielles soit largement amélioré par rapport aux premières propositions.

Le ministre, sans prendre d'engagement précis, a mentionné qu'il « *regarderait de très près* » le budget d'action sociale.

Quant aux mesures catégorielles, il a admis avoir peu de marges de manœuvre avec une enveloppe budgétaire à la baisse.

FO Finances a souligné le blocage du dialogue social dans les deux principales directions dont il a la tutelle (DGFIP, DGDDI), dans le cadre de la démarche stratégique dont les conclusions doivent intervenir dans les prochaines semaines.

Le ministre a accepté de desserrer le calendrier, pour qu'une réflexion commune permette de donner du temps à cette démarche.

Pour **FO Finances**, si cette annonce peut être prise comme un premier signe d'écoute aux demandes des syndicats nationaux concernés, elle ne peut avoir de sens que si le but de cette démarche stratégique change radicalement d'orientation. Tel n'est pas le cas à ce stade.

Cette première prise de contact aura surtout permis d'entendre un ministre, conscient d'arriver dans un contexte très particulier, mais dont les orientations sont dans la parfaite continuité de son prédécesseur, n'hésitant pas à affirmer qu'il avait à franchir une « falaise infranchissable » face à la réalité budgétaire et qu'il « ne donnerait pas ce qu'il n'a pas ».

Déjà entendu maintes fois depuis près d'un an, FO Finances ne s'attendait pas à un autre discours.

Pour FO Finances, l'austérité mène à l'impasse ! Une autre politique est possible.

Si les ministres veulent véritablement renforcer la lutte contre les fraudes, améliorer les rentrées fiscales, ils doivent donner les moyens aux agents d'exercer toutes leurs missions. C'est ce que FO Finances exprimera lors de sa prochaine rencontre avec Monsieur Moscovici, programmée dans les prochaines semaines.